

Les Libertés Individuelles

Respectable Loge, Évolution, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Résistance, Humanisme, Digitalisation, Pacte républicain

Partie 1 : La crise sanitaire n'est que la partie émergée de l'iceberg.

La crise que nous traversons dans le sillage de la pandémie de Covid-19 percute nos certitudes et nos modèles. Au printemps dernier et à nouveau ces jours-ci, nous vivons des épisodes inédits de confinement au niveau mondial. L'état d'urgence impose de mettre entre parenthèse certaines libertés individuelles au profit de l'intérêt général. Cela implique que nous renoncions collectivement à certains de nos droits fondamentaux, en particulier nos libertés de mouvement, de rassemblement, voire de commerce. De probables vagues ultérieures de la pandémie posent d'ailleurs la question de la récurrence, du durcissement ou de la pérennisation de ces restrictions de libertés.

Le terrorisme quant à lui continue à lacérer notre quotidien avec son lot de victimes et d'actes barbares. A chaque fois, l'émotion pousse politiques et éditorialistes à proposer des mesures toujours plus restrictives sur le plan des libertés sans s'attaquer pour autant aux causes plus anciennes du mal.

Les sociétés démocratiques acceptent de plus en plus mal l'impuissance ou l'impréparation des gouvernements face aux situations d'urgence (crise sanitaire, attentats) et tendent à critiquer tant les mesures préventives (toujours insuffisantes) que les restrictions (forcément liberticides) qui en découlent.

Le confinement et la peur de la contamination amplifient le repli sur soi en cette période où les écrans et outils numériques règnent en maîtres, créant des risques croissants d'enfermement et d'addiction.

Cette crise mondiale intervient enfin dans une période troublée où les revendications et les signes de colère populaire se font de plus en plus forts depuis des mois : Gilets Jaunes et grèves à répétition en France, élection de leaders populistes dans de nombreux pays du monde, multiplication des *fake news* attisant les mécontentements et les frustrations, polarisation voire hystérisation des débats en ligne, censure et tentations de réécriture de l'histoire (notamment autour de notre passé colonial).

Nous entendons de plus en plus souvent des phrases du type : « aujourd'hui, tout est interdit », « je n'ai plus le droit de faire ou dire quoi que ce soit » comme si nous avions régressé sur le plan des libertés. Ce ressenti, réel même s'il est exagéré voire infondé, nourrit le populisme.

Dans une époque qui échoue à trouver ses repères, la recherche de boucs émissaires ou de solutions simplistes semblent avoir le vent en poupe. La société se fracture sous les coups des « -ismes » (islamisme, complotisme, communautarisme, racisme, antisémitisme). Ceux-ci gangrènent notre rapport à la raison et à la vérité. Les réseaux sociaux et les médias en général font la part belle aux réactions émotionnelles/ partisans plutôt qu'aux argumentations rationnelles pour maximiser leur impact et leurs profits. Ce nivellement par le bas des débats sape graduellement la confiance dans nos institutions démocratiques.

Partie 2 : De quelles libertés parlons-nous ?

Les valeurs des Lumières et notamment la recherche de la vérité ont du mal à rayonner à l'ère des réseaux sociaux. En tant que Francs-Maçons, toute limite à notre liberté de mouvement doit nous interroger : nos ancêtres opératifs se définissaient en tant qu'hommes libres d'aller de chantier en chantier sans restriction (c'est le sens originel du mot « franc », que l'on retrouve en anglais dans le mot « Free-Masons »). Alors, le Covid sonne-t-il le glas de notre liberté ?

La Liberté au cœur de notre triptyque tant national que maçonnique n'est pas un concept univoque. Si « la liberté des uns s'arrête là où commence celles des autres », comment concilier libertés individuelles et cohésion nationale en période de crise ?

Inspirons nous de ce propos du philosophe Alain : *les deux termes, « ordre » et « liberté » sont bien loin d'être opposés : la liberté ne va pas sans l'ordre; l'ordre ne vaut rien sans la liberté. Obéir en résistant, c'est tout le secret.*

Partie 3 : Des solutions pour résister intelligemment

Alors comment maintenir le cap tout en s'adaptant aux contraintes de l'époque ? Quels garde-fous permettront de garantir notre pacte républicain, démocratique, laïc et humaniste ?

L'assassinat barbare de Samuel Paty, mort pour avoir voulu enseigner la liberté d'expression et former à l'esprit critique nous oblige à un sursaut radical. Les promesses et les demi-mesures nous ont conduit dans cette impasse, les accommodements dits « raisonnables » ne sont plus de mise.

C'est pourquoi nous avons cherché à focaliser notre contribution sur des solutions concrètes :

Dans la sphère digitale, nous défendons les propositions suivantes :

- Fin de l'anonymat sur les réseaux sociaux : ceux qui harcèlent continueront-ils à le faire à visage découvert ?
- Suppression à titre conservatoire de tout compte haineux sans attendre les décisions de justice ou le bon-vouloir des GAFAM
- Production et diffusion de contenus de qualité et en phase avec les formats actuels : podcast, vidéos virales, où sont les Francs-Maçons ?
- Mais nous pouvons aller plus loin dans nos propositions avec trois mesures plus extrêmes :
 - o Interdire les publicités et recommandations de contenus ciblés qui favorisent la ghettoïsation de la pensée en masquant *in fine* toute nuance ou avis différents.
 - o Encadrer le rôle et comportement des réseaux sociaux par une loi comparable à celle sur la presse : restriction ferme des contenus dangereux, retour d'un contrôle national plutôt qu'une modération laissée au bon vouloir des seules plateformes et engagement plus fort de leur responsabilité pénale en tant que diffuseurs
 - o Et pourquoi pas interdire tout bonnement les réseaux sociaux, qui, en dehors d'enrichir les GAFAM, appauvrissent le niveau général des discours et érodent notre liberté de pensée voire notre liberté tout court ?

Nos propositions dans la cité :

- Assurer la liberté de circulation : les territoires perdus de la république existent au cœur ou en périphérie de nos villes. C'est encore plus vrai pour les femmes. Assurer la libre circulation des femmes dans l'espace public, le droit de s'habiller / de se maquiller sans craindre d'être agressées, le droit d'être une femme libre tout simplement. Ce combat n'est pas celui des femmes, mais de tous. Cela passera par des budgets dédiés et des programmes d'éducation pour le long terme et une réponse autoritaire des forces de l'ordre pour le court-terme.
- Déconstruire et dénoncer sans relâche les discours victimaires (indigénistes / fréristes) qui ont pour but ultime le séparatisme vis-à-vis de nos principes républicains et laïcs.

Dans le domaine de la maçonnerie, des adaptations temporaires à la crise actuelles peuvent être pérennisées :

- Redevenir force de proposition : ce chantier sur l'Après pourrait devenir un nouveau format pour nos questions à l'étude des loges en invitant les FF et SS de l'obédience à s'emparer des sujets de société pour proposer des solutions concrètes et contribuer à reconstruire la confiance vis-à-vis de notre socle républicain, éducatif et social.
- Les tenues sont fondamentalement conçues pour être vécues en présentiel, mais peut-on imaginer pour les FF honoraires ou malades qui ne sont plus libres de se déplacer, qu'ils puissent s'associer à nos travaux de façon digitale ? Quid d'alterner certaines tenues en physique (notamment les initiations/ augmentation, interrogations) à des tenues dématérialisées ?
- A quand un rituel adapté pour certaines tenues en streaming ?
- Enfin, les prises de parole publiques du GODF sont souvent perdues dans la masse, les communiqués de presse se succédant dans l'indifférence, le plus souvent uniquement en réaction à l'actualité. Et si la défense de nos libertés individuelles, en France, devenait la grande cause 2021 et servait de fil rouge unique à nos prises de position dans les médias ?

Les combats historiques du GODF pour les valeurs de liberté sont plus que jamais d'actualité. Le monde de l'après ne sera pas fondamentalement différent de celui qui prévalait avant le COVID, mais la fracturation croissante de notre société rend notre rôle de vigie de la République plus important que jamais. A nous de nous faire entendre, et de porter haut nos combats et nos valeurs.